

Accra, Ghana, 15 septembre (Infosplusgabon) - Les dirigeants de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont entamé, mardi, une réunion consultative d'une journée sur le Mali après que la junte militaire n'a pas respecté le délai du 15 septembre pour mettre en place un gouvernement civil dans le cadre d'une transition de 12 mois.

La réunion est organisée par le président ghanéen, Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, nouveau président en exercice de la CEDEAO, au palais présidentiel situé à Peduase, à l'extérieur d'Accra.

Dans sa déclaration liminaire, le président Akufo-Addo a indiqué qu'il était nécessaire de « délibérer de manière définitive sur le cas du Mali », tout en ajoutant que « nous ne pouvons-nous permettre de retarder la mise en place d'un gouvernement responsable au Mali après le coup d'Etat du 18 août qui a évincé le président Ibrahim Boubacar Kéita.

« Les terroristes profitent de la situation au Mali », a déclaré le dirigeant ghanéen.

Il a noté que la journée du mardi est la date limite pour que la junte militaire respecte le délai d'une semaine imposé par la CEDEAO pour mettre en place un gouvernement civil pour une transition de 12 mois, mais cela ne s'est pas produit.

La réunion est également suivie par une délégation de la junte malienne dirigée par son chef, le colonel Assimi Goita et le président Akufo-Addo a déclaré qu'il l'avait invitée pour les écouter.

Il espère que la rencontre en face à face "mettra fin" à la crise malienne.

Le président Akufo-Addo a remercié la junte d'avoir permis au président déchu Kéita d'aller se faire soigner à l'étranger. Il s'est envolé pour les Emirats arabes unis après avoir subi un léger accident vasculaire cérébral.

La réunion entendra des exposés du médiateur de la CEDEAO sur le Mali, l'ancien président nigérian Goodluck Jonathan et du président de la CEDEAO.

La junte malienne, le Comité national pour le salut du peuple (CNPS), a tenu une consultation nationale de trois jours sur la transition qui s'est terminée, samedi dernier, avec l'adoption d'une charte de transition et d'une feuille de route en vertu de laquelle le Mali aura un gouvernement de transition pendant 18 mois.

Les 500 participants ont recommandé que le président du gouvernement de transition soit un officier civil ou militaire.

La charte stipule que le gouvernement de transition comportera, entre autres, un vice-président, un maximum de 25 ministres, un conseil qui sera l'organe législatif composé de 121 membres des forces de défense et de sécurité et de tous les secteurs du pays.

Cependant, le principal mouvement d'opposition, dont les manifestations persistantes contre le président Kéita ont déclenché le coup d'Etat, s'est dissocié de la charte de transition finale en soulignant que les conclusions ne reflètent pas les opinions et les décisions du peuple.

Le Mouvement du 5 juin - Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP), a déclaré que le document final produit à l'issue de la réunion ne reconnaît pas particulièrement son rôle et celui des martyrs de la lutte pour le changement du peuple malien.

La charte ne prend pas non plus en compte le point de vue de la majorité indiquant que la transition doit être présidée par un civil et aussi le choix d'un Premier ministre civil.

Dans un communiqué publié, samedi, le M5-RFP a condamné la décision unilatérale qui comprend plusieurs points du document qui n'ont été ni discutés, ni acceptés et a dénoncé l'intimidation, les pratiques anti-démocratiques et injustes d'une autre époque contre laquelle la lutte pour le changement a été lancée.

« La volonté de s'emparer et de confisquer le pouvoir au profit du Comité national pour le salut du peuple (CNSP), la junte qui a pris le pouvoir le 18 août dernier, ne peut justifier les méthodes utilisées, qui fragilisent le processus de transition", indique le communiqué.

Le chef de la CNPS a informé le président ghanéen de la situation au Mali, lundi soir. Par ailleurs, le colonel major Ismaël Wagué, porte-parole de la junte, a indiqué aux journalistes que la délégation malienne est venue à la réunion pour expliquer en personne la volonté exprimée par le peuple malien par le biais de consultations nationales.

«Nous voulons que la CEDEAO accepte les conclusions de cette consultation et nous aide à construire le Mali", a-t-il déclaré.

FIN/ INFOSPLUSGABON/MMO/GABON2020

© Copyright Infosplusgabon